



Edito par *Joëlle Vasnier, secrétaire de la section de Colombes du Parti Socialiste*



La droite s'en défend mais elle cumule les échecs

Alors que nous vivons depuis deux ans sous le gouvernement d'une droite qui n'a aucun complexe, quel bilan peut-on tirer ? Les grandes annonces autour du pouvoir d'achat et de la croissance ont fait un flop retentissant. Bien sûr, on nous explique que la crise est passée par là. Mais qui est responsable de cette crise si ce n'est cette même droite libérale alliée à des financiers dont l'objectif est de se servir ?

Les actions du gouvernement ont-elles permis d'atténuer les effets de la crise ? Non au contraire, de plus en plus de politiques, d'économistes et de syndicalistes expliquent que le paquet fiscal, grande mesure sarkozienne injuste a un effet aggravant et vide les caisses de l'état.

Faute d'être entendus, les français se sont mobilisés, par milliers ils sont descendus dans la rue pour exiger d'autres réformes. Ils n'ont pas été entendus. Et les réformes continuent : suppression massive de postes, réforme de l'hôpital public sur une logique marchande, l'université et la recherche menacées.

La réponse est toujours la même, nous avons été élus ! Comment peut-on encore penser, parce qu'on a été élu, qu'on a le droit de tout faire ? Est-ce la démocratie ?

Et que penser de cette droite sarkozyste si prompt à nier à l'opposition et aux partenaires sociaux le droit de proposer et de critiquer alors même qu'elle prône l'ouverture ?

Et que penser de cette même droite qui localement dénigre tout ce que la nouvelle majorité entreprend. Pourtant en rupture totale avec les anciennes pratiques, la majorité conduite par le maire socialiste, **Philippe Sarre a triplé le temps de parole de l'opposition lors des séances du conseil municipal** et les associe à toutes les commissions de travail. Cette façon de mener la politique locale, respectueuse de tous et qui met en avant le dialogue et l'ouverture n'est décidément pas celle que choisit l'opposition de droite. Multipliant les interruptions, les attaques personnelles, les mensonges, elle cherche à créer l'incident. **La droite ne veut-elle pas empêcher tout débat ?** À Colombes, la droite qui a été battue a, elle aussi, besoin d'une leçon de

démocratie. **Et que penser de tous ses mensonges !** En sept ans de mandat, la droite locale championne de la hausse des impôts, n'a construit aucun logement social et voudrait faire croire qu'elle avait plein de projets... dans des cartons. À Colombes, elle nous rebat les oreilles de ce qu'elle n'a pas pu faire faute de temps ! En sept ans ! Mais elle s'empresse de condamner ce qui n'est pas mis en place par la majorité actuelle qui n'est à la mairie que depuis un an. Les élus socialistes, engagés aux côtés de tous les élus de Colombes Rassemblés, respectent leurs engagements et travaillent aujourd'hui pour tous les Colombiens. **Ensemble, quoi qu'en dise la droite, nous allons dans le bon sens, pour Colombes.**

Élections Canton nord-ouest Large victoire pour le Parti socialiste

Le 15 mars dernier, Bernard Lucas a été élu conseiller général sur le siège laissé vacant par Philippe Sarre. Chaque victoire compte et nous remercions les électeurs qui l'ont permise.

Cette élection était importante pour notre département et pour Colombes. Pour nous socialistes, ce siège devait rester à gauche pour continuer à combattre la politique menée par la droite dans les Hauts de Seine. C'est avec cet esprit que nous avons proposé le rassemblement à gauche à nos partenaires.

Dès le premier tour, le parti radical de gauche et le mouvement des citoyens nous ont rejoints et le candidat socialiste est arrivé en tête le soir du 8 mars.

Le rassemblement au deuxième

tour, avec le parti communiste et les verts a conduit à la victoire de notre candidat avec près de 60% des voix.

C'est maintenant à Bernard Lucas et à sa suppléante Nora Djebbari de montrer leur détermination et leur volonté pour faire avancer les dossiers qui concernent les Colombiens.

*Merci à tous les électeurs qui nous ont fait confiance.
Bernard Lucas
et Nora Djebbari*



EUROPE : LES CITOYENS

En juin 2009, en proclamant "Les citoyens d'abord", donnons un nouveau sens à l'Europe.

Le Parti Socialiste Français et tous les partis socialistes et sociaux-démocrates des 27 pays d'Europe s'engagent ensemble de manière forte à relancer et à réorienter l'Union Européenne dans le sens d'une Europe volontaire, sociale, démocratique, écologique et mieux intégrée.

Avec tous les socialistes de notre continent, nous nous sommes dotés d'un ambitieux programme pour bâtir une autre Europe qui protège ses citoyens, prépare l'avenir, travaille à une meilleure organisation du monde. : « Le Manifesto »
Avec le Manifesto, le Parti Socialiste Européen avance six priorités :

- 1.** Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières.
- 2.** Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale.
- 3.** Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique.
- 4.** Parvenir à l'égalité des sexes en Europe.
- 5.** Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès.
- 6.** Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement.

Les Socialistes proposent 71 actions concrètes, parmi lesquelles :

Faire avancer la justice sociale

- Négociation d'un Pacte européen du Progrès social établissant des objectifs et des normes pour les politiques nationales de solidarité, de santé et d'éducation.
- Création dans tous les états membres, pour les retraités, les chômeurs et les invalides du travail, d'allocations sociales leur permettant de vivre dans la dignité.
- Accord Européen sur les salaires (salaire égal à travail égal) prévoyant l'établissement d'un salaire minimum dans tous les états membres.
- Fixation d'une durée maximale de travail ainsi que le droit à la négociation collective.

Protéger l'environnement

- Adoption d'une directive européenne sur le climat qui définisse les objectifs et les plans d'action pour tous les secteurs: l'énergie, l'agriculture, l'alimentation, la construction et le transport.
- Mise en place d'une véritable politique énergétique européenne commune fondée sur le développement durable, la sécurité et l'indépendance énergétique, sur la diversification des sources d'énergie et sur la solidarité entre États européens en cas de crise de l'énergie.

Sauver la recherche et l'éducation

- Forte augmentation des investissements de recherche-développement et d'innovation pour une croissance écologique et innovante, et donc pour notre prospérité à long terme.

Pour faire aboutir ces propositions, nous avons besoin d'une forte majorité de gauche au Parlement Européen. Avec les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, nous proposons de créer cette majorité, afin de défendre les intérêts et de soutenir les causes des citoyens.



Le 7 juin auront lieu les élections européennes. Les députés européens sont élus à la proportionnelle sur liste en un seul tour. Avec un texte commun, les 27 partis socialistes d'Europe visent la majorité au parlement européen qui est aujourd'hui dominé par la droite.

En Ile-de-France, la liste menée par Harlem Désir s'engage pour une Europe plus sociale, plus solidaire et plus écologique.

Cette élection est importante pour notre quotidien. Ne laissons pas la droite démonter les services publics, le droit du travail. Il faut une majorité de gauche en Europe.

Le 7 juin, votez pour la liste du PS menée par Harlem Désir.



ENS D'ABORD

L'Union Européenne face à la crise

Que serait la crise en Europe sans le ciment de nos politiques de solidarité et sans la protection de l'Euro !

Les politiques de solidarité nous rendent plus forts parce que :

- Nous sommes la plus grande économie au monde et nous pouvons donc créer plus d'emplois, de meilleure qualité, et réduire la pauvreté en développant nos échanges dans le cadre de normes.
- Les défis environnementaux dépassent les frontières nationales et notre action contre le réchauffement climatique et ses effets trouve son efficacité en travaillant ensemble sur des objectifs communs.
- Nous affirmons la solidarité et la cohésion comme socle de la construction européenne, dans l'intérêt de tous. La libre circulation des travailleurs doit offrir à tous les salariés plus de choix et de chances, avec des outils évitant la fuite des cerveaux des régions moins prospères. Cette mobilité ne doit en aucun cas entraîner l'alignement vers le bas des droits sociaux et des salaires, qui permettrait à un Etat de prendre un avantage compétitif sur les autres aux dépens des travailleurs.
- Nos forces de police et nos autorités judiciaires sont capables d'agir ensemble contre le crime organisé et le terrorisme.

L'euro constitue un amortisseur efficace.

Parfois accusée de tous les maux depuis son introduction dans les porte-monnaie en 2002, l'Euro joue actuellement un rôle pro-

tecteur pour les États qui l'ont adopté.

L'euro avait, avant le déclenchement de la crise, contribué à amortir la hausse du prix du pétrole, libellé en dollar. Cette hausse du prix du pétrole n'a pas été répercutée en Europe dans les mêmes proportions qu'elle l'a été aux États-Unis.

Des économies européennes, en dehors de la zone euro, ont été frappées de plein fouet, notamment la Norvège. Elle se trouve confrontée par la baisse du cours de sa monnaie, aggravée par la baisse des cours mondiaux du pétrole à une situation financière difficile.

Ailleurs en Europe, d'autres monnaies se trouvent fragilisées, notamment l'Ukraine et la Russie, confrontées à la baisse des cours des matières premières et de l'acier, qui affectent leur monnaie nationale et leur économie..

Si l'on observe donc son environnement immédiat dans le domaine financier, on peut dire que l'Union européenne se trouve en meilleure posture que ses voisins.

Comment prévenir les crises à l'avenir ?

Cette crise doit marquer la fin de l'ère néolibérale des marchés sans régulation crédible. La droite croit à la société de marché, où

les riches deviennent toujours plus riches au détriment de tous les autres. Nous croyons, nous, en une économie sociale de marché donnant à chacun sa chance de réussir en saisissant les possibilités nouvelles d'un monde ouvert. Nous croyons à la solidarité entre les générations, non à la concurrence entre individus prônée par les néo-libéraux.

C'est le sens que nous devons donner à notre vote le 7 juin prochain en votant pour les listes socialistes en Europe.

Alexis Bachelay



Un an après les élections municipales...

Il y a un peu plus d'un an l'équipe Colombes Rassemblée, menée par Philippe Sarre remportait les élections municipales et s'installait à la mairie. Après sept ans de politique de droite, injuste pour beaucoup de Colombiens, les espoirs étaient grands, confortés par un programme de gauche qui proposait une nouvelle vision de la ville. Une ville plus juste, plus solidaire et plus écologique dans laquelle chacun puisse trouver sa place. Avec le maire, les élus socialistes, majoritaires au sein de l'équipe municipale avaient pris des engagements et ils les ont tenus.

• La solidarité, une affaire de volonté

Sur le logement, les loyers ont été gelés en 2008. Le manque important de constructions de logements sociaux durant le mandat de la droite a conduit à une grave pénurie à Colombes. Sur les nouveaux programmes immobiliers, préparés par l'ancienne équipe, les nouveaux élus ont imposé une augmentation du nombre de logements sociaux qui passe de 100 à 150; augmentation du nombre de logements sociaux sur le programme de l'Ile Marrant et diversification sur la ZAC Henri Barbusse. Une commission d'attribution a été mise en place avec des critères transparents.

Dans le contexte de crise que nous connaissons, l'équipe socialiste a su composer un budget qui res-

pecte son engagement de baisse des impôts locaux. Colombes est la seule commune des Hauts de Seine à diminuer la pression fiscale pour ses habitants.

Les quotients familiaux ont été revus à la baisse pour les familles les plus modestes. Les enfants de Colombes ont ainsi plus facilement accès à la cantine, à la culture et au sport.

Les jeunes ont par ailleurs pu profiter des tarifs à 1 euro ou 2 euros pour la piscine et la patinoire. Favoriser le sport c'est aussi les conduire sur le chemin de l'effort et de la réussite.

• Écologie : finies les paroles, l'urgence est à l'action

Depuis mars 2008, la municipalité souhaite décliner son action en un véritable Agenda 21 local engageant concrètement et à

long terme la ville dans le développement durable. Après une phase importante de travail avec les habitants et les acteurs du territoire, qui s'achève avec la publication d'un livre blanc le 9 juin prochain, la dernière étape sera franchie à l'automne : l'adoption par le conseil municipal du premier Agenda 21 pour une ville écologique. Il permettra d'engager la ville pour économiser l'énergie et respecter les normes de Haute Qualité Environnementale. Le blog de l'agenda 21 : <http://agenda21.colombes.fr>

• Démocratie : les quartiers ont droit au chapitre

En matière de démocratie locale, les conseils de quartiers ont été mis en place et commencent à faire des propositions pour leurs quartiers.

Une concertation existe sur les grands chantiers et la part de l'opposition a été accrue dans toutes les instances et commissions municipales.

Philippe Sarre a mis en place des visites de quartier à raison de 2 par semaine ; C'est l'occasion pour les intervenants (élus, administration, services techniques) de mieux se rendre compte des besoins des colombiens. Etre disponible et à l'écoute de tous, c'est aussi cela la démocratie locale.

Il reste encore beaucoup à faire mais si on se réfère aux promesses du candidat socialiste et de son équipe, force est de constater que depuis un an, de nombreux points du programme ont été réalisés ou sont en voie de l'être.

Sécurité, une priorité pour la municipalité

Sous la présidence du Maire, en présence du Préfet, du substitut du Procureur, d'élus, et de nombreux représentants des services de l'État, du Conseil Général et du monde associatif, la première séance plénière du Conseil local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) a eu lieu à Colombes le 2 avril dernier.

Le Maire a pu rappeler l'investissement massif de la Ville en matière de prévention et de sécurité (Police Municipale, ASVP, gardiens de square, TEP, vidéo-protection, Maison du Droit, travaux d'intérêt général, actions de préventions au titre du contrat urbain de cohésion sociale). Cet engagement résolu de la Ville dans la lutte contre l'insécurité doit avoir pour corollaire l'indispensable coordination avec les différents acteurs de ce domaine, et au premier chef desquels, l'État, qui, rappelons-le, doit assumer ici l'une de ses missions régaliennes.

Cette orientation s'inscrit dans les engagements de la majorité municipale qui s'est engagée à faire du Conseil Local un véritable outil au service de la sécurité. Pour, par exemple, éviter les erreurs comme celles qui ont été faites lors de l'implantation des caméras de vidéosurveillance. Nous avons en effet pu constater que le choix des lieux d'implantation de la vidéo-protection dans notre ville n'a jamais fait l'objet d'une concertation avec les services de l'État et, en particulier, avec la police nationale, pourtant l'une des premières utilisatrices de ces équipements... C'est bien le rôle du CLSPD de se saisir de ce type de question.

Autour de plusieurs thèmes émergents tels que la lutte contre les violences conjugales, le rôle de prévention des associations, ou encore la prévention des attaques de commerces, différents groupes de travail vont donc se mettre à l'œuvre pour réécrire, d'ici à l'automne, les « fiches opérationnelles » composant le Contrat Local de Sécurité.

Le CLSPD sera aussi le lieu de la réécriture de la convention de coordination des polices municipale et nationale rendue nécessaire par le retrait des armes à feu des policiers municipaux mais, aussi et surtout, par la réorganisation du service sécurité prévention de la ville vers des missions de proximité et le développement des antennes de police Aragon et Fossés Jean.

Enfin, ainsi que le soulignait le Préfet Strzoda dans son intervention liminaire, le CLSPD « doit être un lieu d'échange ». Je pense en effet pour ma part qu'au-delà des actions menées dans le cadre de la concertation, l'appréhension des phénomènes de délinquance ne saurait se borner à l'analyse des statistiques, à l'obsession des chiffres, dont chacun sait qu'ils sont de nature à susciter la discussion...

Au contraire, par le dialogue entre chaque institution, qu'elle soit policière, judiciaire, éducative, administrative ou associative, une réponse adaptée aux phénomènes de la délinquance doit pouvoir émerger d'un constat commun. C'est l'objet du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance dont nous venons de doter Colombes.

Julien Gautier, conseiller municipal, en charge des questions de sécurité

À gauche est édité par la section du Parti socialiste de Colombes.

34 rue Gabriel Péri
92700 Colombes.

Tél. : 01 41 19 93 89

ps-colombes@wanadoo.fr

Directrice de la publication : Joëlle Vasnier

